

Contribution de José Bové aux Collectifs unitaires

mercredi 24 janvier 2007, par [BOVÉ José](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2006).

Montredon, le 9 octobre 2006

Cher(e)s ami(e)s, cher(e)s camarades,

Nous avons adopté une stratégie le 10 septembre dernier. Nous aurons engagé l'élaboration participative de notre programme le week-end des 14 et 15 octobre. Nous serons donc très bientôt en ordre de bataille pour mener des campagnes unitaires qui rassemblent toute la gauche anti-libérale à la présidentielle, aux législatives, aux municipales et aux cantonales.

S'agissant de la présidentielle, j'ai manifesté ma disponibilité à incarner, sur le bulletin de vote, notre campagne collective. Je voudrais cependant préciser deux points qui me paraissent importants pour éclairer les débats au sein des collectifs.

Premièrement, comme vous toutes et tous, j'entends m'inscrire dans une logique unitaire, la plus large possible. Cette volonté fait écho à notre succès commun du 29 mai 2005, quand la gauche anti-libérale, rassemblée autour du « non », a contribué de manière décisive au rejet du projet de traité constitutionnel européen.

Or, la leçon principale du 29 mai a été notre capacité, ensemble, à convaincre celles et ceux qui sont les plus touchés par les politiques néo-libérales de voter « non » plutôt que de s'abstenir ou de céder aux sirènes du « oui ». Au printemps prochain, notre principal enjeu sera encore de rassembler les suffrages populaires autour d'un projet qui devra être simple et lisible.

Pour ce faire, nous avons un devoir impérieux d'unité. J'aurais tendance même à dire : « L'unité, sinon rien ! ».

Celle-ci, à mon avis, ne peut se faire sous la bannière d'un parti ou d'un courant politique partie prenante de notre rassemblement, quand bien même son rôle serait particulièrement décisif dans la réussite de notre démarche. Cela reviendrait à renoncer d'emblée à la dynamique la plus large possible.

Notre unité ne peut se faire non plus sans le rassemblement de toute la gauche anti-libérale, par-delà les désaccords qui peuvent nous séparer sur tel ou tel sujet. Disons-le franchement : certaines de nos querelles n'ont aucun sens pour les électrices et les électeurs qui souffrent de la régression sociale organisée par la droite et qui attendent une autre dynamique à gauche que celle du renoncement social-libéral.

Voilà pourquoi, pour ma part, je souhaite dire les choses clairement : je n'ai pas l'intention d'être candidat face à Olivier, si j'étais choisi par les collectifs mais si la Lcr refusait, en définitive, d'apporter sa pleine contribution à notre campagne. Je n'ai pas l'intention non plus d'être candidat face à Marie-George, si j'étais choisi par les collectifs mais si le Pcf, en définitive, décidait quand même de passer outre la volonté unitaire. Dans les deux cas de figure, nous délivrerions comme principal message celui de la division.

Deuxièmement, comme vous toutes et tous, je pense que nous devons montrer l'exemple de la clarté et de la simplicité dans les processus de désignation des candidat(e)s pour la présidentielle, les législatives, les municipales et les cantonales. C'est d'autant plus nécessaire que nous défendons une conception novatrice de l'action politique et que nous sommes plus attachés à la démocratie réelle qu'à la démocratie formelle.

Or, il faut bien reconnaître que, si nous n'y prenons pas garde, nous risquons d'offrir un spectacle incompréhensible et détestable. Déjà, la multiplication des candidatures et les doubles langages de certaines organisations rendent particulièrement confus notre processus unitaire. Il ne faudrait pas rajouter de l'opacité à la confusion.

A cet égard, la mécanisme de désignation de notre candidat(e) - le « double consensus » des collectifs et des courants politiques qui en sont parties prenantes - peut paraître la moins mauvaise des solutions. A la réflexion, cependant, il me paraît difficilement gérable dans les faits et pourrait aboutir à des vetos inacceptables de tel ou tel courant sur telle ou telle candidature.

Voilà pourquoi, je souhaiterais soumettre au débat une démarche beaucoup plus simple, et surtout beaucoup plus ouverte vers celles et ceux qui nous ont suivi le 29 mai 2005. C'est la démarche des primaires que je propose de nommer « vote citoyen ». Elle consisterait à proposer à toutes celles et tous ceux qui s'engageraient à soutenir politiquement notre programme et soutenir financièrement, dans la mesure de leurs moyens, notre campagne de participer au choix du nom qui incarnerait le mieux notre unité sur le bulletin de vote. Ne serait-ce pas, finalement, la solution la plus pertinente ?

J'y verrais notamment deux avantages. Le premier serait de démontrer notre capacité de mobilisation à l'occasion d'un vote qui pourrait être organisé le même jour par l'ensemble des collectifs unitaires. Plusieurs dizaines de milliers de citoyen(ne)s qui participent à notre processus unitaire, ne serait-ce pas la preuve de notre force et de notre ambition à devenir majoritaire à gauche ? Le deuxième avantage serait de manifester concrètement notre volonté de traduire nos intentions programmatiques en actes. Nous souhaitons toutes et tous un autre système institutionnel dans lequel la démocratie citoyenne puisse prendre toute sa place. N'avons-nous pas une première occasion, justement, d'associer concrètement les citoyennes et citoyens à notre démarche collective ?

Chers amis, chers camarades,

Je sou mets ces quelques idées à la discussion des collectifs locaux, par l'intermédiaire du collectif national.

Absent de France ces jours-ci, pour cause de participation à un rassemblement des « refoulés » d'Europe à Bamako puis à une manifestation des communautés indiennes à La Paz, avec Evo Morales, je serai présent pour notre réunion nationale des 14 et 15 octobre à Paris. Nous aurons donc l'occasion d'en débattre.

Fraternellement,

José